

chambre, comme prévenus d'avoir fait partie d'une société secrète, s'inclinaient, tout en répudiant « les sauveurs et les chefs » devant Barbès, le *plus magnanime défenseur*, disaient-ils, *de la France républicaine*.

Ces ouvriers, des jeunes gens pour la plupart, nous les avons vu arrêter à la veille du vote plébiscitaire comme coupables d'avoir signé, au nom de l'*Internationale*, un manifeste hostile à la politique impériale. On ne pouvait les impliquer dans le procès criminel, dans cette affaire du complot que la haute Cour de Blois allait être appelée à juger, mais on les renvoyait devant la police correctionnelle et on faisait pour la troisième fois de l'*Internationale*, une société secrète.

Le procès du mois de juin 1870 était le troisième procès intenté à cette *Société internationale des travailleurs* dont bien des gens, depuis quelques années, parlaient beaucoup sans l'avoir étudiée avec soin et même sans la connaître. L'*Internationale* était devenue, grâce aux persécutions du pouvoir, un véritable épouvantail et, en somme, une véritable association, non-seulement de secours, mais de lutte. En 1868, en mars et en mai, la première et la deuxième commission du bureau de Paris avaient comparu devant M. Delesvaux; c'étaient MM. Chemalé, Tolain, Héligon, Camélinat, Bastien, Guyard, Delahaye, Jean Delorme (première commission), et pour la deuxième commission MM. Varlin, Malon, Humbert, Granjon, Bourdon, Charbonneau, Combault, Landrin et Mollin. Des condamnations diverses les avaient frappés et les prévenus pouvaient dire avec raison qu'ils expiaient le crime d'association sous le règne d'un homme qui avait réclamé jadis, et pour tous les citoyens le droit intégral d'association (1).

Qu'était-ce enfin que cette Association internationale des travailleurs qui venait, brusquement, affirmer ainsi la cause du prolétariat et réclamer l'affranchissement des travailleurs et la solution de la question sociale? Peu de gens le savent bien au juste et les événements terribles auxquels l'*Internationale* a été mêlée dans ces derniers mois sont bien faits pour empêcher l'opinion d'étudier le problème avec calme. Mais l'histoire ne doit à tous ceux qu'elle juge que la vérité. C'est à elle de dégager ce qu'il y a de juste dans les revendications humaines, c'est à elle aussi de flétrir ce qu'il y a d'inique dans tous les despotismes et toutes les violences.

Nous allons donc essayer de montrer ce qu'était à son début cette fraternelle association que nous retrouverons si redoutable plus tard, lorsque des esprit exaltés et des sectaires l'auront détournée

(1) Voyez les articles de Louis-Napoléon dans le *Progrès du Pas-de-Calais*.

de son but véritable et primitif et auront fait de ce moyen de pacification et de cet outil de bonheur progressif une machine de guerre.

Le point de départ de l'Association internationale fut le voyage à Londres, lors de l'Exposition universelle de 1862 d'un groupe d'ouvriers français qui, frappés du spectacle offert par l'activité pratique du peuple britannique, s'arrêtèrent, échangeant leurs idées, devant le problème de la transformation apportée par les machines dans l'économie sociale. Ces ouvriers étaient pour la plupart des jeunes gens, aux idées nouvelles, instruits ou aimant l'étude, ouvrant des livres au sortir de l'atelier et réfléchissant sur cette éternelle question posée à l'humanité qui aspire désespérément, avidement à la résoudre : le bonheur social. Comment affranchir le travailleur de la féodalité financière? Comment et par qui? Par lui-même. La réponse ne se faisait pas attendre. En associant leurs efforts, leurs labeurs, leurs intelligences et leurs bras, les travailleurs ne devaient-ils point composer une force capable de résister au capital? Évidemment si. Il fallait donc se grouper, se compter et s'associer. Le bureau de l'Association fut tout d'abord installé rue des Gravilliers, n° 44, et un des fondateurs, M. Fribourg, donne sur les premiers temps du fonctionnement de curieux détails :

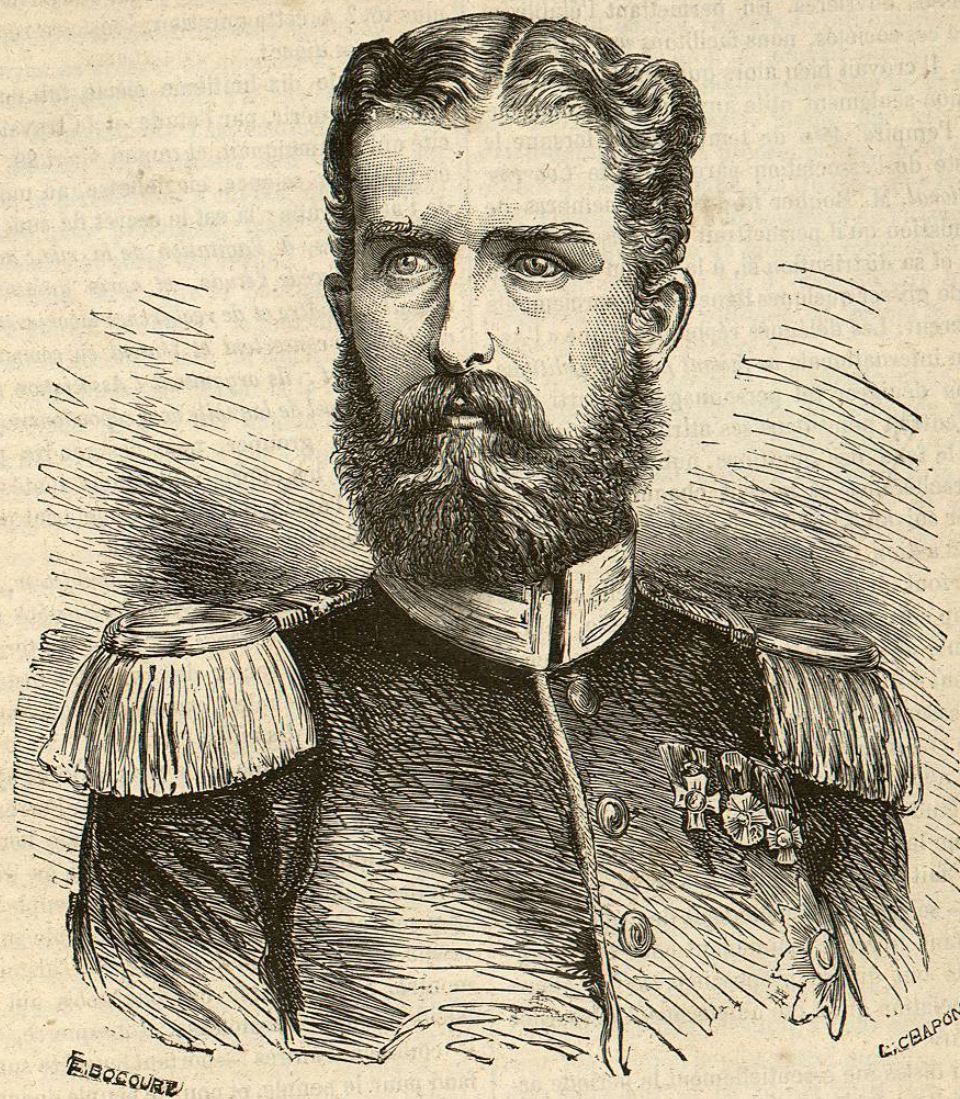
« Dès le début de l'entreprise, dit-il, l'argent manquait, le trimestre de loyer acquitté d'avance avait vidé la caisse du groupe fondateur, on dut recourir au crédit obligeant de M. E. Blot, pour faire imprimer les 20,000 exemplaires des statuts généraux, ainsi que 7,000 lettres d'adhésion.

« Un petit poêle de fonte cassé fut apporté par Tolain, rue des Gravilliers, une table en bois blanc servant dans le jour d'établi à Fribourg, pour son métier de décorateur (1), et transformée le soir en bureau pour la correspondance, deux tabourets d'occasion auxquels quatre sièges de fantaisie furent adjoints plus tard, tel fut pendant plus d'une année le mobilier qui garnissait un petit rez-de-chaussée exposé au nord et encaissé au fond d'une cour, où se condensaient sans cesse des odeurs putrides, et ce fut dans cette petite chambre de quatre mètres de long sur trois de large que furent débattus, nous l'osons dire, les plus grands problèmes sociaux de notre époque.

« A Londres, les commencements du conseil général ne furent guère plus brillants et, sans le produit d'un thé de famille avec concert, discours et bal, que donnèrent les membres anglais au public de Londres, l'œuvre eût peut-être tardé longtemps à prendre racine en Angleterre, faute d'argent.

« Si nous insistons autant sur l'état précaire de

(1) C'est la banquette du peintre sur porcelaine,



Le prince de Hohenzollern.

l'association à son début, ajoute M. Fribourg, c'est qu'on a tant de fois rebattu nos oreilles de *millions de l'Internationale*, qu'il importe, croyons-nous, de bien préciser quelles ont toujours été les vraies ressources pécuniaires de cette association, afin qu'on soit bien convaincu que sa force acquise si rapidement par elle est bien plutôt le produit des maladresses de ses adversaires, que des moyens immédiats dont elle pouvait disposer (1).

Le premier conseil général de l'association avait été formé dans un grand meeting tenu à Londres en 1863, et de retour à Paris, les délégués français s'effrayaient de faire connaître au préfet de police le but qu'ils se proposaient. Peu de temps après, à Saint-Martin's-Hall, sous la présidence du professeur Beesly, un nouveau meeting réunissait

1. Voir le travail de M. Fribourg sur l'*Internationale*, inséré dans le journal *le Soir* et reproduit par *le Temps*.

les ouvriers français de Paris, les affiliés anglais et ce qu'on appelait déjà la *branche française* de Londres. Dans ce meeting, où Tolain, Limousin et Perrachon représentaient le groupe parisien, un comité était nommé, chargé de rédiger le règlement de la société et de le répandre dans toute l'Europe. Nous avons vu tout à l'heure à quel nombre se montaient les exemplaires des statuts et les lettres d'adhésion. Presque aussitôt deux journaux, *le Courrier français* et *les Annales du travail* se faisaient pour ainsi dire les organes officiels de l'association.

Dès le début, l'empire, devinant quelle force latente une telle idée d'association devait contenir, essaya de se l'attacher en la protégeant, non-seulement tout bas, mais ouvertement, et si bien que Napoléon, dans son discours à l'ouverture du Corps législatif en 1863, disait aux députés : « J'ai tenu à détruire tous les obstacles qui s'opposaient à la créa-

tion des sociétés destinées à améliorer la condition des classes ouvrières. En permettant l'établissement de ces sociétés, nous facilitons une utile expérience. Il croyait bien alors que cette expérience serait non-seulement utile aux ouvriers, mais encore à l'empire. Peu de temps après, lorsque le manifeste de l'association parut dans le *Courrier international*, M. Rouher fit dire aux membres de la commission qu'il permettrait l'impression de ce rapport et sa distribution si, à la fin, on trouvait le moyen de glisser quelques lignes de remerciements à l'empereur. Les délégués répondirent que « l'Association internationale ne faisant point de politique, flatter ou dénigrer tel personnage ou parti politique, n'entraîne point dans ses attributions, qu'elle étudiait le fond des questions, publiait le résultat de ses recherches et laissait chaque groupe les appliquer suivant la nature de ses besoins et de ses moyens d'action. »

C'était tout un programme qu'une telle réponse et, à coup sûr, nulle puissance au monde, sauf le despotisme, ne pouvait trouver mauvais que, scientifiquement et philosophiquement, les travailleurs recherchassent ainsi les moyens d'améliorer leur condition. Le manifeste auquel M. Rouher voulait faire ces additions courtoises était, dans le sens de l'étude pure, de la justice et de la vérité, un modèle que les travailleurs doivent, — aujourd'hui qu'ils ont fait appel, non plus à la science, mais à la force, — se repentir cruellement de n'avoir point suivi. Il faut le relire maintenant pour bien comprendre le but que se proposaient les fondateurs d'une association qui a été odieusement détournée de son cours.

« Ce qui distingue essentiellement la période actuelle de celles qui l'ont précédée, disait le *Manifeste* publié par le *Courrier international*, c'est que le travail s'affirme l'égal des autres forces. Il veut conquérir sa place dans le monde moral et matériel par sa seule initiative et en dehors de toutes les influences qu'il a, jusqu'en ces derniers temps, subies et même recherchées.

« ... La démocratie a été jusqu'ici continuellement vaincue. De 89 à 1800, la bourgeoisie fit dans ses rangs, à coups de décrets, de sabre ou de canon, de larges trouées que les guerres de l'empire n'ont pas comblées.

« ... Enfin, de choc en choc, de chute en chute, massacré par la république bourgeoise comme il avait été décimé par les monarchies, le travail tombe après cinquante ans de combats dans la plus insigne mystification : la philanthropie.

« ... Alors les plus avisés des illettrés fouillent l'histoire, et découvrent que pendant trois siècles la bourgeoisie, elle aussi, s'est trouvée refoulée chaque fois qu'elle s'est levée. Arrive 89, elle se présente et prend, presque sans obstacle, sa place

dans l'Etat. Pourquoi pas 150, 100 ou même 50 ans plus tôt ? A cette question, l'histoire répond : *Elle n'était pas digne !*

« Tout le dix-huitième siècle fut employé par elle à conquérir, par l'étude et le travail, la capacité qui lui manquait, et quand vint 89, elle était, en talent, en science, en richesse, au moins l'égal de l'aristocratie : là est le secret de son triomphe.

« ... Alors, à l'agitation de la rue, aux sociétés secrètes, succède l'étude, et après quinze années de travail opiniâtre et de recherches laborieuses, les travailleurs se concertent et tentent en commun un suprême effort : ils organisent l'Association internationale, à l'appel de laquelle nous répondons aujourd'hui.

« Réunir, grouper, pour les rendre plus fructueux, tous les efforts individuels tentés jusqu'ici en vue de l'émancipation du prolétariat par le prolétariat lui-même, voilà leur but.

« ... Avant de légiférer, d'administrer, de bâtir des palais, de faire la guerre, la Société travaille, laboure, navigue, échange, exploite les terres et les mers. Avant de sacrer des rois et d'instituer des dynasties, le peuple fonde la famille, consacre les mariages, bâtit des villes, etc., etc. »

Quoi de plus noble et de plus légitime qu'un tel programme ? Je ne veux pas relever l'erreur historique commise au détriment de cette bourgeoisie du dix-huitième siècle qui, quoi qu'en dise ici le manifeste, donna son sang pour le peuple et n'eut trop souvent à son agonie que le peuple pour spectateur et souvent pour insulteur. L'histoire nous montre, au contraire, ces bourgeois qui s'appelaient Danton, Desmoulins, Robespierre, Goujon, — combien d'autres ! — portant leur tête sur l'échafaud pour le peuple, et pour le peuple donnant leur existence entière, leur travail, leur science, leur courage, leur génie. De 89 à 1800, s'il y eut de larges trouées de faites, ce fut dans les rangs de ce tiers-Etat qui, patiemment, à travers les siècles, par ses efforts et son labeur n'étant rien avant Étienne Marcel avait conquis le droit d'être tout après Sieyès. Que la bourgeoisie ait manqué maintes fois depuis à son mandat, à son devoir et à son rôle, je ne le nie point. Je le constate et le déplore. Mais ce que j'affirme, ce qui est la stricte et claire vérité historique, c'est qu'elle ouvrit sa veine, à la fin du dix-huitième siècle, et dit à la patrie : « Ma mère, porte ma blessure à ta lèvre et refais-toi un sang nouveau ! »

Ce n'est là, il est vrai, qu'un détail dans le manifeste international : l'erreur de fait ne doit pas nous faire oublier l'esprit d'un tel écrit. Que ne s'en est-il toujours inspiré, ce prolétariat qui, trop tôt, réclamant le pouvoir et en appelant à la force, vient se heurter à la force contraire ! S'il eût travaillé, étudié, cherché, attendu, s'il eût voulu s'affranchir par l'amélioration morale, par le lent et sûr retour sur

soi-même, s'il eût songé à cette vérité : « La bourgeoisie, lorsqu'elle avortait dans ses enfantements n'était pas digne de créer et de dominer » ; — s'il eût voulu acquérir cette dignité, s'il eût retourné le mot d'ordre, la formule de l'association : « *Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits* » ; s'il eût fait cela, la persécution n'eût fait que lui assurer la victoire plus prochaine, mais une victoire morale, la seule qui porte des fruits.

Qu'on le sache bien, que la bourgeoisie, cette noblesse d'argent, l'apprenne : le jour où le prolétariat, qui est le nombre, sera la capacité intellectuelle et la dignité morale, ce jour-là la bourgeoisie disparaîtra noyée dans le flot populaire. Mais il faut que ce flot soit profond et pur comme l'Océan et non troublé comme un ruisseau d'orage. Et que le prolétariat, à son tour, songe bien que, tant qu'il ne réclamera le pouvoir que parce qu'il est la force, il verra ses revendications se briser comme verre. Ne sera-ce pas justice ? La force est impie et n'a jamais engendré que l'oppression et le carnage. Il faut, répétons-le encore, qu'il conquière le pouvoir en s'étudiant à s'en rendre digne. Ce jour viendra si le peuple répudie les conseillers funestes, les flatteurs et les habiles. La foule, Monseigneur tout le monde, *Herr omnes*, comme disait Luther, recèle, en ses profondeurs obscures, la chaleur vivifiante en même temps que la dévorante lave. Mais que le peuple médite la parole de ce poète grec qui dédiait ses œuvres au temps. C'est au temps aussi qu'il faut en appeler et demander justice.

Deux choses firent en quelque sorte dévailler l'association : l'élément purement révolutionnaire qui poussa, dès le début, à l'agitation politique, et la persécution de l'empire, dépit de voir l'Internationale échapper à son protectorat. Sans doute, l'empire essaya encore de s'attacher quelques-uns de ceux qu'il prenait pour les chefs de l'association ; en 1867, par exemple, il devait, lors de l'Exposition, multiplier ses moyens de séductions. Conférences avec les délégués, correspondances, miroitements de décorations, publication faite à grands frais des rapports des délégations ouvrières par une commission d'encouragement qui était une commission impériale, distribution gratuite de ces rapports (véritables cahiers des travailleurs français, comparables aux cahiers de 89) à chacun des délégués et des présidents de réunions électorales, réduction de prix offertes à tous les ouvriers pour l'achat de ces rapports, tous ces avantages étaient accumulés par ordre de l'empereur, et les volumineux dossiers, relatifs à toutes ces affaires, dossiers brûlés dans l'incendie des Tuileries, constituaient un intéressant chapitre du dernier règne, chapitre qui eût pu s'appeler les tentatives diplomatiques du césarisme pour arriver à l'annexion du prolétariat.

La conquête par la séduction étant impossible, l'empire eut bientôt recours à l'intimidation. Il résolut d'écraser ce qu'il ne pouvait charmer.

Les poursuites commençaient dès le 30 décembre 1867. Déjà l'esprit même de l'association s'était détourné de sa préoccupation toute sociale, et était devenu politique. On trouvait, par exemple, chez Tolain, un des plus modérés de l'association, modéré jusqu'à être un moment soupçonné de tièdeur, un manifeste où il était déclaré que « la conquête du pouvoir politique est devenu le premier devoir de la classe ouvrière. »

La branche de Londres, les agitateurs de Genève ou d'Allemagne semblaient prendre peu à peu la direction des affaires de l'association. « Je pourrais dire, s'écriait naguère M. Tolain à la tribune de l'Assemblée nationale, quel jour et presque à quelle heure l'Internationale a été détournée de sa voie pacifique et d'étude d'amélioration sociale. » Depuis longtemps, dans les congrès, des délégués, étrangers à l'association, injuriaient et combattaient ceux qu'ils nommaient ironiquement les *Gravilliers* (du nom du lieu de réunion) ; ils les traitaient tout haut d'agents bonapartistes. Au congrès de Genève, l'antagonisme s'était fait jour. L'Association internationale des travailleurs, au lieu de demeurer ce qu'elle était, devenait quelque chose comme une réédition de cette *Société de solidarité républicaine* qui, en 1848, voulait réorganiser le gouvernement de 93. — C'est une maîtrise, écrivait Bastélica, un embrigadement révolutionnaire. Et Cluseret, revenu de ses aventures américaines : « L'Internationale, disait-il, a pour objet de solidariser par l'action le plus grand nombre... Nous aurons notre jour, et ce jour-là Paris sera à nous ou Paris n'existera plus. » On ne voyait alors qu'une phrase à effet tombée de la plume verbeuse de cet écrivain de hasard. Cependant les congrès se succèdent d'année en année : en 1868, on se réunit à Bruxelles ; en 1869, à Genève. C'est toujours la question de la propriété qui agite et divise l'association. Deux courants distincts entraînent ici les esprits : le collectivisme (pseudonyme du communisme) et le mutualisme, équivalent du principe d'association. La fédération nouvelle de la Corderie me paraît surtout affirmer cette utopie du communisme qui, depuis Morelly et Mably jusqu'à nos contemporains, en passant par Babeuf, n'a jamais abouti qu'au travail forcé imposé par la communauté, à l'écrasement de l'individualisme et au despotisme le plus insupportable et le plus inique. Rendons justice d'ailleurs au bon sens français. Cette idée collectiviste était surtout défendue, arborée en quelque sorte, par les branches étrangères de l'Internationale et aussi par les néo-hébertistes, qui déclaraient au congrès de Bâle, une guerre à mort à la société !

M. Fribourg, en quelques lignes, rappelle les théories émises en ce congrès de Bâle, où décidément sombra l'idée fraternelle primitive de l'association :

« Le congrès de Bâle, le plus nombreux de tous, réunit des Russes, des Autrichiens, des Allemands du Nord, d'autres du Midi ; Liebnecht, le membre du Parlement prussien ; Rittinghausen ; Louis Lindegger, d'Autriche, publiciste ; des Espagnols, des Italiens, des Anglais, des Suisses, des Belges et peu de Français. La question de la propriété collective est de nouveau discutée, mais cette fois au point de vue non plus relatif, mais absolu.

« Langlois, Longuet, Chémalé, Tolain, Murat, Tartaret, Mollin luttent, disputent chaque mot, ne cèdent que pas à pas ; mais malgré leur héroïque et brillante résistance, le collectivisme russo-allemand l'emporte, et le congrès déclare que la société a le droit de faire entrer le sol et les instruments de travail dans la propriété collective !

« En vain les Français, surtout les Parisiens, invoquèrent la raison, la nature, la logique, l'histoire, la science, ils ne parvinrent qu'à s'attirer la riposte suivante : « La science, s'écrie Brismée, « de Bruxelles, si la science est en contradiction « avec nos aspirations révolutionnaires, tant pis « pour la science ; c'est à elle qu'il appartient de « céder à nos principes ; mais nos principes ne « doivent fléchir devant rien. »

« Des bravos frénétiques accueillent cette boutade et, tout frein étant brisé, un remaniement insensé de la carte de l'Europe est indiqué, l'abolition de l'héritage est demandée et presque obtenue, ce qui lui manque de voix est si peu de chose, qu'il est évident pour tous que Karl Marx, le communiste allemand, Bakounine, le *barbare russe*, comme il se complait à se dénommer lui-même, et Blanqui, l'autoritaire forcené, forment le triumvirat omnipotent.

« L'Internationale des fondateurs français était morte, bien morte ; il ne pouvait plus être question pour les Parisiens que de sauver le socialisme mutualiste de ce naufrage général (1). »

Nous avons indiqué l'attitude prise par l'Internationale au moment de la grève du Creuzot. Elle avait été, au début, expectante comme dans toutes les grèves, grèves de Roubaix, d'Amiens, de Genève ou de Fourchambaud. Ce n'était pas, au surplus, son immixtion en pareil cas que l'empire lui eût reproché. Ce dont il lui faisait un crime, c'était, encore un coup, son manifeste antiplébiscitaire. Et voilà pourquoi la fédération de la Corderie prenait une telle importance que, dans « les ateliers, on se recrutait et on adhérait à l'Internationale comme on se fût offert un verre de vin, — l'expression est

(1) *Le Soir*, numéro du 17 juillet 1871.

de M. Fribourg, — et que l'empire affolé, ordonnait un troisième procès contre l'association.

« Nous conseillons, dit encore l'écrivain auquel nous empruntons ces détails, nous conseillons fortement aux rares penseurs de notre époque de lire attentivement les débats de cette affaire ; ils seront frappés de voir qu'on ait pu si facilement englober et réunir dans une même poursuite, des hommes aussi absolument étrangers les uns aux autres.

« Un certain nombre n'appartient pas même à l'Internationale.

« Pour ceux qui en faisaient partie, voici à quel point ils étaient d'accord sur les questions sociales. Dans sa défense improvisée, Héligon disait : « Mon « ami Malon sait que dans toute l'Association inter- « nationale, le communisme n'a pas trouvé d'ad- « versaire plus acharné que moi ; » et Malon, de son côté, répliquait : « Je suis fier de mes opinions « communistes, mais l'Internationale n'en sauraît « être solidaire. »

« Combault, dans sa défense, disait lui aussi : « Voilà Murat, mon ami, que j'estime fort et qui a « pour moi quelque estime, j'aime à le croire, eh « bien ! nous sommes en dissentiment ; il est mu- « tuelliste, je suis collectiviste. »

Le nombre des prévenus du procès de juin 1870 était de trente-huit. Dix-neuf étaient prévenus d'avoir, depuis moins de trois ans, à Paris, comme chefs ou fondateurs, fait partie d'une société secrète, savoir :

VARLIN (Louis-Eugène), trente et un ans, relieur.
MALON (Benoît), vingt-huit ans, commis-libraire.
MURAT (André-Pierre), trente-sept ans, ouvrier mécanicien.
JOHANNARD (Jules), vingt-sept ans, feuillagiste.
PINDY (Louis-Jean), trente ans, menuisier.
COMBAULT (Amédée-Benjamin), trente-deux ans.
HÉLIGON (Jean-Pierre), trente-six ans, courtier en librairie.
AVRIAL (Augustin), vingt-neuf ans, ouvrier mécanicien.
SABOURDY (Pierre), employé à la *Marseillaise*.
COLMIA dit Franquin (Jules), trente-deux ans, imprimeur lithographe.
PASSEDOUET (Auguste-Jules), trente-deux ans, journaliste.
ROCHER (Marie-Antoine), trente-six ans, publiciste.
ASSI (Adolphe-Alphonse), vingt-neuf ans, mécanicien.
LANGEVIN (Camille-Pierre), vingt-sept ans, tourneur sur métaux.
PAGNERRE (Félix), quarante-cinq ans, feuillagiste.
ROBIN (Charles-Louis), trente-trois ans, professeur.
LEBLANC (Albert-Félix), dix-neuf ans, ingénieur civil.
CARLE (Paul-Jean), trente-deux ans, professeur.



Le maréchal Prim.

ALLARD (Camille-Félix), étudiant en droit.

Dix-neuf étaient prévenus d'avoir fait partie d'une société secrète depuis trois ans. C'étaient : THEISZ (Frédéric-Félix), trente et un ans, ouvrier ciseleur.

COLLOT (Ad.), trente-deux ans, menuisier.

CASSE (G.-François), trente-deux ans, journaliste.

DUGANCOUÉ (J.-Désiré), trente ans, ajusteur.

FLAHAULT (Émile-Amour), trente-trois ans, marbrier.

LANDECK (Bernard), trente-huit ans, joaillier.

CHALAIN (Louis), vingt-cinq ans, courtier en librairie.

MUNGOLD, dessinateur.

ANCEL (Bernard-Gabriel), vingt-neuf ans, peintre sur porcelaine.

BERTIN (Frédéric), trente-deux ans, mouleur en fer.

ROGER, tailleur de pierres.

ARODE (Barth.), sculpteur.

DELACOUR (Alphonse), trente ans, relieur.

DURAND (Gustave-Émile), trente-cinq ans, ouvrier bijoutier.